



Communiqué de presse

29 novembre : mobilisation dans la Fonction Publique

Les Projets de Lois de Finances (PLF) et de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) 2017 restent marqués par l'austérité budgétaire, **la poursuite des suppressions d'emplois, de nouvelles et conséquentes amputations de crédits, au détriment de la qualité et du financement de l'action publique** et plus particulièrement celle mise en œuvre par l'État, les collectivités territoriales et les hôpitaux.

Cette politique, ce sont des abandons et des privatisations de missions publiques au détriment tant de la qualité que des principes d'égalité, d'accessibilité et de continuité du service public rendu aux usagers.

Après plus de 10 ans de casse des services publics, le climat politique actuel voudrait aller encore plus loin. 300 ou 500 000 suppressions d'emplois semblent un horizon indépassable pour les candidats aux plus hautes responsabilités. Dans un contexte de chômage de masse (plus de 6 millions 5 de chômeurs), **ces mesures démagogiques n'auront sans doute que pour seul effet d'accroître le chômage**. Par ailleurs qui peut croire que dans un contexte économique de crise, la population aurait moins besoin de services publics ? Pour la CGT,

nos concitoyens ont besoin plus que jamais de services publics de qualité.

Les suppressions d'emplois ont pour principales conséquences **la fermeture de structures et l'éloignement des services des usagers**. L'illusion serait de croire que la révolution numérique pourrait permettre de supprimer les services publics dans nos territoires (trésoreries, hôpitaux de proximité, bureaux de Poste...). Des premières études montrent que **la fracture numérique accompagne et amplifie la fracture sociale**. Nous avons besoin de services publics sur l'ensemble du territoire, avec un maillage de proximité, aussi bien en milieu rural que dans les zones urbaines.

Dans le même temps, les personnels sont confrontés à une dégradation de plus en plus conséquente de leurs conditions de vie au et hors travail du fait notamment de l'insuffisance des rémunérations versées, **des milliers d'emplois supprimés et de la surcharge de travail qui en découle, de la précarité de l'emploi, d'une mise en cause incessante de leurs droits et de leurs garanties collectives**, à l'image des attaques portées contre le Statut général des fonctionnaires et le Code du travail.

Pour ces raisons, la CGT Fonction Publique exige :

- La défense et le développement des missions publiques.
- Des mesures générales immédiates pour l'augmentation des salaires.
- L'abrogation du RIFSEEP et de tous les dispositifs de « salaire au mérite ».
- La fin des suppressions d'emplois et les créations partout où c'est nécessaire.
- L'arrêt de la réforme territoriale et la reconquête de services publics de plein exercice et de proximité sur l'ensemble du territoire.
- La réduction du temps de travail à 32 heures sans perte de salaire
- Le renforcement de nos droits et de nos garanties collectives.
- Une véritable reconnaissance de la pénibilité et du droit à la formation professionnelle que ne permettent pas les projets de Compte Personnel de Formation et de Compte Personnel d'Activité. Cette reconnaissance passe aussi par le rétablissement à 1 % de la cotisation employeur pour la formation professionnelle dans la Fonction publique territoriale.
- Une protection sociale de qualité pour toutes et tous.
- Des lois de finances et de financement de la Sécurité sociale rompant avec les logiques d'austérité